

Este documento ha sido descargado de:  
This document was downloaded from:

*Núlan*

**Portal *de* Promoción y Difusión  
Pública *del* Conocimiento  
Académico y Científico**

**<http://nulan.mdp.edu.ar> :: @NulanFCEyS**

**+info <http://nulan.mdp.edu.ar/209/>**

## **TOURISME et DÉVELOPPEMENT: du modèle “Intégré” au modèle “Soutenable”**

Georges Cazes

### **PREAMBULE:**

Le débat scientifique sur les rapports entre Tourisme et Développement ne brille, certes pas, par sa nouveauté... et l'auteur de cet article y participe lui-même de manière active depuis un quart de siècle environ! La réflexion n'a pourtant rien perdu de son acuité et de son intérêt, relancée notamment par:

d'un côté, la reconnaissance généralisée des enjeux considérables du tourisme, de plus en plus qualifié de “première industrie mondiale”, créatrice d'emplois et de revenus.

d'un autre côté, les tentatives d'application à ce domaine des modèles génériques de développement considérés comme les plus adéquats et novateurs par la communauté internationale des “développeurs-aménageurs”, du “concerté” au “durable”, en passant par l’”intégré” ou l’”alternatif”...

C'est particulièrement à cette deuxième dimension, sémantique et conceptuelle, que nous souhaitons nous intéresser ici, dans le prolongement d'articles précédents consacrés à la “notion d'intégration appliquée à l'aménagement touristique” (1982) ou au “concept ambigu de tourisme alternatif” (1987)<sup>(1)(2)</sup>. Avec, à chaque occasion, l'intention affirmée de débusquer derrière ces “mots -paravents et oriflammes”, ces “vocables-mythes”, ces “qualificatifs-fétiches”, -pour reprendre quelques-unes de nos expressions antérieures- ce qui relève du seul discours incantatoire et ce qui, réellement, ouvre de nouvelles voies opérationnelles, dignes de réflexion et d'expérimentation.

On fait ici l'hypothèse que le concept de “soutenabilité” (très résolument préféré, on y reviendra, à l'expression plus répandue en français de “durabilité”) marque une avancée décisive par rapport aux objectifs pourtant ambitieux et fondamentaux du modèle intégré, et illustre sans doute même un véritable changement de paradigme. En prendre conscience n'est pas aisé tant sont redoutables les effets de la mode et de la récupération

publicitaire qualifiant désormais tout et son contraire de “durable” ou de “soutenable”, au point d’obscurcir gravement la signification originelle des termes et de réduire leur impact novateur.

Une autre difficulté provient du formidable processus d’enrichissement” à l’oeuvre dans le domaine touristique, à la fois dans ses conceptions fonctionnelles (voir par exemple, en simultané, le développement rapide du tourisme de nature et le renouveau du tourisme culturel urbain, la progression parallèle de formes apparemment contradictoires d’écotourisme” et de “techno-tourisme”) et dans ses inscriptions spatiales, au gré d’une dynamique de mondialisation qui inscrit constamment de nouveaux horizons dans la vitrine touristique internationale. Le jeu des échelles géographiques est, aussi, d’une remarquable complexité, obligeant à prendre en considération à la fois ce niveau multinational où se gèrent les grands flux (demande des pays nantis, firmes de transport, de tour-operating et d’hébergement, investissements et technologies, etc.) et aussi le niveau territorial le plus fin: le caractère commun des modèles alternatifs- participatif, intégré ou soutenable- n’est-il pas, en effet, de remettre au coeur de l’analyse et de l’action les enjeux locaux? Le désormais rituel “Penser global, agir local” trouve, ici, l’une de ses plus intéressantes applications, d’autant plus qu’avec le tourisme , l’insertion du local dans le mondial ne s’exprime pas seulement par des flux des marchandises, de techniques et de capitaux, mais aussi par des déplacements massifs d’individus entrant physiquement en contact avec le milieu local et ses habitants.

Dernière remarque introductive: la recherche de solutions alternatives ou d’améliorations décisives -par un meilleur degré d’intégration ou de durabilité- s’inscrit dans le prolongement logique d’une analyse critique des effets du tourisme, principalement sur le plan socio-culturel et environnemental. On ne reviendra pas ici sur ce stade préalable de la réflexion qui, traité jusqu’au ressassement dans une multitude d’ouvrages et d’articles, a donné naissance à un corpus rhétorique largement connu et assez communément accepté!

## **1. GRANDEUR ET AMBIGÜITÉS DE L’OBJETIF D’INTÉGRATION.**

“Intégration”: “opération par laquelle un individu ou un groupe s’incorpore à une collectivité, à un milieu”, selon la définition du Dictionnaire Robert de la langue française. Des dictionnaires plus spécialisés précisent le sens du terme dans des domaines différents: *“établissement d’une interdépendance plus étroite entre les parties d’un être vivant ou les membres d’une société..., incorporation d’un élément nouveau à un système psychologique antérieurement constitué... ou démarche consistant à regrouper dans un même bâtiment ou ensemble de bâtiments différents équipements*

*habituellement conçus de façon isolée” (Dictionnaire de l’Urbanisme et de l’aménagement, 1996) ou encore “constitution d’un système dans lequel les éléments entretiennent des rapports et des rétroactions de même nature et concourent de la même façon à un résultat; relation des lieux entre eux ou par d’intermédiaires d’un chef-lieu; un espace mal intégré est un espace dont les liens fonctionnent mal, dont les parties ont éventuellement plus de relations avec l’extérieur qu’entre elles” (Les mots de la Géographie, 1992).*

Il n’est pas nécessaire de multiplier les définitions pour prendre conscience de la richesse et de la diversité de ce concept, appliqué suivant les cas à une multitude de domaines. psychologique, social, culturel, ethnique, économique, fonctionnel, financier, technique, touristique, spatial, environnemental, etc. Ni de multiplier les citations pour se rendre compte du rôle véritablement thaumaturgique que peut jouer ce qualificatif lorsqu’il est accolé à quelques termes génériques: dits “intégrés”, un développement, un aménagement, un programme d’équipement, reçoivent une sorte d’onction rituelle qui, par avance, écarterait toute tentation critique...

Chercheurs et praticiens de l’aménagement -touristique en particulier- experts et responsables politiques se sont depuis longtemps rencontrés autour de cet objectif commun d’intégration, brandi comme un exorcisme, d’autant plus aisément qu’ils peuvent en avoir des lectures et des interprétations extrêmement variées: comme c’est souvent le cas, le caractère polysémique du vocable est tout à la fois porteur de richesse et d’ambiguïté! A défaut de pouvoir étudier ici en détail les multiples significations du terme, nous souhaiterions en repérer brièvement les divers domaines d’applications dans le champ du tourisme, en gardant présent à l’esprit que le modèle proposé se revendique toujours global, total, voire holistique, par rejet offensé de ses antonymes: exclusion, ségrégation, désintégration...

**1- La dimension idéologique et culturelle**, bien que souvent masquée, est consubstantielle du choix touristique, celui-ci apparaissant comme un instrument de communication, de diffusion de modèles de référence extérieurs, d’acculturation volontaire ou inévitable. Pour les pays et régions en développement, l’option de l’accueil touristique accompagne et illustre d’autres stratégies politiques d’ouverture, aux échanges comme aux investissements et aux technologies importés. Elle poursuit un double objectif d’intégration: de l’économie locale au commerce mondial, des mentalités indigènes aux modèles culturels dominants, avec en arrière-plan le projet -peut-être illusoire- de définir et de renforcer par cette confrontation pacifique l’identité nationale ou régionale.

**2- L'acceptation fonctionnelle de l'intégration** a été fréquemment matérialisée dans le domaine touristique. On peut y relever deux volets principaux:

- un volet institutionnel où le but recherché est d'inscrire l'opération d'aménagement touristique, aussi vigoureusement et harmonieusement que possible, dans un processus global de planification, combinant divers secteurs d'activités, des acteurs et partenaires multiples, des territoires complémentaires;

- un volet technique et entrepreneurial, désignant à la fois les opérations de rapprochement des différentes fonctions (concentration -ou intégration- horizontale, verticale ou conglomératique) et la prise en charge intégrale d'une opération d'aménagement par une seule firme ou plusieurs en partenariat, aboutissant à une réalisation exclusive et concertée, justement qualifiée de "station intégrée" (ports de plaisance, "resorts", stations d'altitude, complexes récréatifs, etc.). On remarquera que ces opérations, souvent vastes, globales et rigides, gouvernées par une logique technique et financière internes paraissent projetées comme des corps étrangers sur un milieu-support aux structures socio-économiques profondément différentes, rarement préparées à "intégrer" véritablement le nouvel objet touristique: preuve, parmi d'autres, que les significations du terme "intégration" peuvent être très dissemblables, voire nettement contradictoires!

**3. Les dimensions locales** -on pourra parler de "micro-intégration"- sont les plus évidemment préconisées: elles désignent la manière dont un aménagement s'introduit et s'insère, s'installe et se diffuse dans l'espace qui l'accueille (ou l'a engendré). Les diverses figures de cette intégration locale peuvent être énumérées sans entrer, ici, dans le détail de leurs applications: intégration en termes économiques (activités, services, emplois, entreprises, infrastructures), en termes spatiaux et environnementaux (paysages, modèles architecturaux, seuils d'acceptabilité et capacité de charge, etc.), en termes socio-culturels (patrimoine naturel et culturel, systèmes de valeurs, comportements et modes de vie, etc).

Au-delà de ces acceptions croisées, il nous paraît surtout nécessaire de bien distinguer entre une signification "passive" et une signification "active" de l'intégration. D'un côté, un phénomène touristique qui poursuit l'objectif de s'intégrer, de s'insérer dans le milieu local avec un minimum de perturbations jusqu'à s'y dissoudre dans le schéma extrême. De l'autre, un tourisme au fort pouvoir intégrateur, capable pour ses besoins spécifiques de catalyser des programmes d'aménagement global, d'ouvrir de nouveaux horizons territoriaux en intégrant des régions, jusque là plus ou moins délaissées, à la dynamique de l'espace national (et/ou international), de remodeler des identités locales sur des modèles extérieurs.

Parler d'intégration, c'est aussi, en effet, parler de rapports de pouvoir et de dépendance: qui intègre et qui est intégré, à quoi, pourquoi et de quelle manière? Présent sur tous les fronts, tant économique que culturel ou écologique, le tourisme se révèle un puissant agent intégrateur, contribuant à inscrire les espaces et les sociétés qu'il distingue dans la logique croissante de globalisation. Celle-ci a été bien soulignée par le Secrétaire Général de l'OMT, F. FRANGIALLI: *"The truth is that, winners and losers aside, we are witnessing a dispersal and diversification of tourism -in a word, its globalisation... the function of tourism development and integration takes on a new dimension: it no longer applies to the developed world alone; it has now spread throughout the whole of human society"*. (BITS, Montréal, sept. 1996) <sup>(3)</sup>.

En définitive, une analyse critique rigoureuse du concept d'intégration met bien en évidence qu'il s'agit moins d'un dessein, d'un objectif opérationnel précis que d'un moyen, une méthode, une voie, un instrument au service d'un modèle de référence qui reste à préciser. La question centrale reste bien: intégrer, sans doute, mais à l'initiative et au profit de qui? Pour quelle finalité sociale? De ce fait, il devient quasiment indispensable d'assortir le terme "intégré" de divers qualificatifs qui en précisent soit le domaine d'application, soit le principe directeur. C'est, à l'évidence, le cas lorsque aménageurs et experts recommandent une "intégration solidaire" dans laquelle sont reconnus équitablement les intérêts des différentes parties en présence et l'avantage comparatif de leur collaboration étroite et active. Les méthodes pratiques de l'aménagement intégré, appliquées aux différents secteurs énumérés plus haut, en fonction de normes préalables, n'ont alors vraiment de sens et d'autorité que par référence au modèle social de solidarité qui est clairement affiché. En poussant plus loin cette logique d'analyse, on pourra affirmer -comme on souhaiterait le démontrer ici- que l'objectif de "soutenabilité" possède un statut proche de celui d "solidarité" auquel il ajoute opportunément quelques dimensions et ambitions supplémentaires.

## II. LES APPORTS SPÉCIFIQUES DU "MODÈLE SOUTENABLE"

Il ne paraît pas utile de revenir ici en détail sur la genèse et les définitions du développement soutenable, celles-ci ayant donné lieu en un nombre réduit d'années à une véritable avalanche de publications de différents types (rapports officiels, ouvrages scientifiques, articles de presse, livres de recommandations, déclarations et chartes internationales, etc), inévitablement redondantes (cf. D.HARRISON, 1996) <sup>(4)</sup>. En conséquence, le risque est grand de voir le qualificatif banalisé, en quelque sorte stérilisé, avant même d'avoir pu exposer et matérialiser ses exigences effectives. Comme tant d'autres de leurs prédécesseurs (développement alternatif, doux, responsable, participatif,

concerté, intégré...), les vocables "soutenable- durable" tendent à devenir une simple clause de style dont tout programme doit désormais être orné, de l'aménagement d'un chemin de randonnée au projet d'accueil des Jeux Olympiques dans une ville-métropole! Il est permis de craindre, aussi, les confusions qui commencent à s'établir avec de simples applications commerciales (écotourisme principalement) prétendant se réserver la consécration de la "soutenabilité-durabilité".

Pour simplifier à l'extrême, on mettra ici en évidence trois composantes du concept qui nous paraissent fonder sa spécificité et marquer une avancée notable par rapport à l'objectif d'intégration.

### **1. Un nouveau paradigme**

Plus qu'un concept et sa formulation, la "soutenabilité" se revendique comme une philosophie et une doctrine, une éthique du développement, exigeant un véritable changement culturel, une nouvelle lecture du monde et de ses perspectives, un "quasi-paradigme" selon les observateurs les plus circonspects (cf. D.HARRISON, 1996, op. cit.). Parmi les principes essentiels affichés, on relèvera, de façon significative, l'équité (y compris territoriale et intergénérationnelle), la démocratie, la responsabilité, la solidarité, le respect des hommes et de la nature, etc.

Désireux de "*relever le double défi de l'augmentation de l'injustice sociale et du déséquilibre écologique*" (Déclaration de Calvià sur le tourisme et le développement soutenable en Méditerranée, avril 1997), le développement soutenable obéit à une conception résolument holistique, à la fois globale et interdépendante: "*c'est un système bouclé et non une somme de chapitres: l'eau, les déchets, l'atmosphère, etc. Le bouclage est essentiel, de même que les interrelations... C'est un développement qui, dans la durée longue, ne déséquilibre ni les ressources, -surtout non renouvelables-, ni la survie du globe, ni les milieux, ni l'espace géographique à l'excès et qui prend en compte les données sociétales, les valeurs personnelles et collectives, l'emploi et la pauvreté*". (Serge ANTOINE, DATAR, 1997).<sup>(5)</sup> Edward INSKEEP a, par ailleurs, relevé les différents domaines d'application du concept: durabilité écologique, certes, mais également durabilité économique et durabilité sociale et culturelle.<sup>(6)</sup>

Cette prétention à la totalité ne reste pas uniquement doctrinale et théorique. Elle s'accompagne chez ses analystes et propagandistes d'une constante dimension opérationnelle, déclinée en recommandations de divers types: Chartes et Codes, plans de gestion, éco-audits, normes et labels, manuels d'application, etc. Suivant les conceptions plus ou moins radiales des tenants de ce nouveau paradigme, les approches seront soit

“écocentrées” (proches du courant de “deep ecology” considérant que la nature dispose en soi de droits inaliénables à préserver en priorité), soit “anthropocentrées”, plaçant l’homme et les ressources à valoriser dans une optique économique, au centre de l’analyse. (cf. notamment J.F.VALLS, 1997, )<sup>(7)</sup>

## 2. Une redécouverte et une consécration du “local”

Même si la qualité de l’expérience touristique n’est pas négligée, il est patent que la “soutenabilité” est, en priorité, centrée sur les exigences du milieu local et de ses habitants. La prise en considération préalable des capacités, des limites, des contraintes et des aptitudes de l’environnement considéré constitue l’exigence minimale pour orienter un programme de développement idoine et approprié (dans les sens multiples de ce riche qualificatif). *“This approach is people-centred, with decisions made predominantly at local level”* (Brian ARCHER, 1996, <sup>(8)</sup>), avec toutes les procédures de coopération et de partenariat permettant l’élaboration des “modèles de gestion locale soutenables” recommandés, par exemple, dans la Déclaration de Calvià.

Tout en étant essentielle, la préoccupation de protection ne peut prétendre être exclusive: les ressources strictement évaluées doivent pouvoir aussi être valorisées et exploitées pour assurer de meilleures conditions de vie aux populations de la zone considérée. Le système économique n’est pas nié ni rejeté, la conception soutenable permettant, en principe, d’en réduire les excès et d’optimiser les bénéfices locaux: le rapport BRUNDTLAND - document de référence pour le développement soutenable- invite d’ailleurs clairement à une “reprise de la croissance” (Commission mondiale sur l’Environnement et le Développement, 1989).

## 3. L’exigence prospective

Constituant l’apport le plus original de la “soutenabilité”, elle a conduit les spécialistes français à n’afficher le plus souvent que le critère de “durabilité” qui n’en est, pourtant, que l’une des composantes. Notre point de vue rejoint ici clairement celui exprimé par Serge ANTOINE (DATAR, 1997, op. cit.): *“le mot de “sustainable development” en anglais est meilleur que la traduction française, réductrice”*.

C’est cette reconnaissance du “temps long”, ce passage de la “perspective synchronique” à la “perspective diachronique”, cet objectif clairement affiché en fonction des ressources et des besoins des générations futures, qui nous paraît illustrer le progrès technique le plus net par rapport aux conceptions précédentes. Par rapport aux exigences du “modèle intégré” -qui, sur les deux premiers aspects, n’est guère éloigné du “modèle



soutenable”-, cette nouvelle dimension dynamique et prospective, matérialisée par le “principe de précaution”, est fondamentale. Elle officialise, en quelque sorte, le passage de l’aménagement au “ménagement” du territoire dans le cadre d’une authentique gestion de précaution et de garantie pour le futur.

Dans ce contexte, les réflexions sur le “cycle de vie” des produits et des lieux touristiques deviennent très précieuses, au même titre que les diverses méthodes d’élaboration de scénarios prospectifs : le développement observé s’inscrit dans une évolution qui peut le conduire à la croissance ou à la crise, en fonction des paramètres internes et externes, de structuration locale et d’environnement général, à considérer dans une optique prospective. Le but recherché n’est d’ailleurs pas tant de réfléchir sur de grandes images finales à des horizons plus ou moins lointains, que d’identifier pragmatiquement des capacités et des seuils, des opportunités et des contraintes à des niveaux géographiques fins, permettant de préconiser un “pilotage” fait d’ajustements constants (plans de gestion et/ou de développement durable-soutenable).

De telles ambitions nécessitent à l’évidence -au-delà de la facile récupération sémantique- des choix politiques rigoureux commandés par une large vision de l’avenir, des voies du développement et des valeurs essentielles (socio-culturelles, patrimoniales, environnementales) à préserver.

S’il est prématuré de juger aujourd’hui de l’efficacité des programmes de développement durables élaborés au cours des années récentes, on peut néanmoins les distinguer selon les intentions affichées. Celles-ci peuvent être confrontées aux critiques de “soutenabilité” énumérées dans les derniers rapports officiels des Organisations internationales (PNUD, MAB-UNESCO, PNUE, OMT, ICOMOS, WWF, etc) et, tout particulièrement, la Charte du Tourisme soutenable adoptée à Lanzarote en avril 1995. Une telle démarche systématique permettrait de classer les programmes présentés sur une échelle qualitative de “soutenabilité”; des applications techniques élémentaires ( par exemple, mesures d’économie d’eau et d’énergie dans l’hôtellerie) jusqu’aux projets véritablement alternatifs dans leurs principes de base, pouvant déboucher, au terme d’une démarche authentique concertée, sur des décisions drastiques d’abandon ou de réorientation des politiques touristiques précédentes.

Il appartient désormais à chaque communauté, aux différentes échelles spatiales: pays, régions, stations, d’élaborer et de définir les linéaments de ces plans de gestion de développement soutenable. Ceci, comme on l’observe déjà en de nombreux lieux (cf. par exemple l’opposition française au programme européen Natura 2000) ne se fera pas sans conflits ni tensions, ni arbitrages politiques délicats. On peut cependant se féliciter

de l'impressionnante publicité donnée à la suite de la Conférence de Rio et dans le cadre de l'application des prescriptions de l'Agenda 21, au thème du développement soutenable/durable. Peu de plans d'aménagement, notamment touristique pour ce qui nous intéresse ici, pourront désormais ignorer les préoccupations d'environnement et les exigences de la réflexion prospective: du "modèle intégré" au "modèle soutenable", les experts auront aussi contribué à faire progresser les réalisations!

## **SOURCES CITÉES**

1. 2. - G. CAZES: - "Réflexions sur la notion d'intégration appliquée à l'aménagement touristique", T.I.G.Reims, 1982, 51-52, pp. 23-30.
- "Le tourisme alternatif: réflexions sur un concept ambigu", *Problems of Tourism*, 1987, n° 3 (37), pp. 18-23.
3. - F.FRANGIALLI, "Tourism, a factor of development and integration", Congrès BITS, Montréal, 1996, 5p.
4. - D. HARRISON, "Sustainability and Tourism: reflections from a Muddy Pool", in "sustainable tourism in Islands", Pinter, London, 1996, pp. 69-89.
5. - S. ANTOINE, "Les leçons de l'expérience historique", in J.P. de GAUDEMAR: "Aménagement et Environnement", DATAR, Paris, 1997, pp. 35-39.
6. - E. INSKIP, "Parvenir à un développement touristique durable", *Revue de l'OMT*, juin 1992, pp. 4-6.
- 7 - J.F.VALLS, "Sustainable tourism and economy: territory and heritage", *Revue de Tourisme*. Berne, 1/1997, pp. 3-10.
8. - B.ARCHER, "Sustainable tourism: an economist's viewpoint", in "Sustainable tourism in Islands", (op.cit.) pp. 6-17.